

La région

L'Europe soutient le projet Pau-Saragosse

TRAIN Le président de la Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, était hier à Bruxelles pour défendre le projet ferroviaire franco-espagnol

À l'échelle européenne, le projet de réouverture de la ligne Pau-Canfranc-Saragosse a tout pour plaire. En effet, les arguments avancés sont économiques, écologiques, touristiques et patrimoniaux. Mais encore faut-il convaincre les autorités européennes. C'était le sens de la venue du président de la région Nouvelle-Aquitaine à Bruxelles. « Une œuvre européenne magnifique ! » s'exclame Alain Rousset, qui ne manque pas d'arguments. « Nos économies ont besoin de cet in-



Alain Rousset (au centre) défend son projet à Bruxelles. PHOTO N. G-V

vestissement, j'ai besoin du train pour emmener les salariés à l'entreprise Messier, pour alimenter les stations de ski du Somport. L'Aragon a besoin de ce train pour relier, entre Saragosse et Bordeaux, les plates-formes logisti-

ques. On ne peut pas laisser l'Aragon et l'Espagne devant un mur qui s'appelle les Pyrénées. » Propos totalement partagés par son homologue espagnol. « Je n'ai aucun doute que ce vieux rêve aragonais, qui était blo-

qué, puisse avancer sur la juste voie », s'enthousiasme Javier Lambán, le président du gouvernement d'Aragon.

Besoin de soutien

Concrètement, il manque encore une trentaine de kilomètres côté français, entre Bedous et Canfranc, et environ 200 kilomètres côté espagnol, entre Canfranc et Saragosse. L'Espagne a déjà provisionné 80 millions d'euros. En France, le segment entre Oloron et Bedous a été rouvert en juillet. « Nous avons déjà investi tout seuls 100 millions pour la réouverture de la ligne », souligne Alain Rousset. « Maintenant, nous avons besoin du soutien de l'Europe ! » Un argument reçu cinq sur cinq à Bruxelles. « Soumettez-nous un projet », encourage Herald Ruijters, représentant la Direction générale de la mobilité et des transports à la Commission européenne. « Le réseau tran-

seuropéen du rail est une priorité » pour l'Europe, rappelle-t-il. « Vous pouvez compter sur le soutien du Parlement européen », s'engage, de son côté, l'eurodéputé français Dominique Riquet, vice-président de la commission transports. « On aime bien les projets ferroviaires, les projets transfrontaliers, le tourisme. » Les choses bougent.

D'ici à février, les deux Régions vont répondre ensemble à l'appel à projets lancé au niveau européen sur les « liaisons perdues ». Elles espèrent décrocher une contribution de 50 % aux frais d'études (environ 10 millions d'euros) ainsi qu'aux frais de travaux (estimés entre 350 et 550 millions d'euros selon qu'on électrifie la ligne ou pas). Réponse partielle au printemps 2017.

Nicolas Gros-Verheyde, à Bruxelles